

# Municipales 2020 : le risque d'une « bérézina » pour La République en marche

Avant la date limite de dépôt des candidatures pour les élections municipales, fixée au 27 février, LRM a déjà intégré que l'issue du scrutin des 15 et 22 mars ne lui sera pas favorable.

Par Alexandre Lemarié



Le délégué général de LRM, Stanislas Guerini, à la sortie d'une réunion de crise au siège du parti à Paris, le 15 février. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

« *On va se vautrer* », grimace un ministre. « *Cela ne va pas être flamboyant* », minimise un dirigeant du parti. Avant la date limite de dépôt des candidatures pour les élections municipales, fixée au 27 février, les responsables de La République en marche (LRM) ont déjà intégré que l'issue de ce scrutin ne leur sera pas favorable. Au vu des derniers sondages, le pessimisme domine dans les rangs de la formation majoritaire, où l'on s'inquiète de la faiblesse des intentions de vote en faveur de leurs candidats.

Et pour cause : dans les grandes villes, aucune tête de liste investie par le parti présidentiel n'apparaît en mesure de l'emporter avec la seule étiquette LRM. Partout, ou presque, les candidats macronistes sont largement distancés, donnés le plus souvent en troisième ou en quatrième position à l'issue du premier tour, le 15 mars.

A Lille, Violette Spillebout est ainsi créditée de 14 %, loin derrière Martine Aubry, et le candidat Europe Ecologie-Les Verts (EELV), selon l'IFOP. A Bordeaux, aucun espoir de victoire non plus pour Thomas Cazenave, qui ne recueillerait que 11 %, d'après BVA. Mêmes scénarios, selon l'IFOP, à Metz, avec Richard Lioger (11 %) ; à Grenoble, avec Emilie Chalas (16 %) ; à Perpignan, avec Romain Grau (14 %). La situation est encore plus compliquée à Marseille, où Yvon Berland n'obtiendrait que 8 %, d'après Ipsos. Sans parler de Montpellier (7 %), ou de Saint-Etienne (4 %)...

, il n'y a finalement qu'à Lyon que LRM paraît encore en position de l'emporter : Gérard Collomb reste favori pour prendre la tête de la métropole, et son protégé Yann Cucherat conserve des chances de s'emparer de la mairie. Au-delà, le parti nourrit des espoirs de victoire uniquement à Strasbourg, voire à Besançon.

## Limiter la casse

A Paris, le remplacement de Benjamin Griveaux par Agnès Buzyn a redonné de l'espoir aux troupes. Même si l'ancienne ministre de la santé reste troisième dans les sondages, certains macronistes rêvent encore d'un succès symbolique dans la capitale, jugée « essentielle », afin de masquer les défaites ailleurs dans le pays. « *En 2001, sous Jospin, la gauche au pouvoir s'était effondrée aux municipales mais avait sauvé la face en prenant Paris* », rappelle un proche d'Emmanuel Macron.

S'ils espèrent limiter la casse, les stratèges macronistes ne se font pas trop d'illusions. « *Ce n'est pas une élection pour nous* », répètent-ils, en soulignant que leur formation, née en 2016, « *part de zéro* » car elle ne compte quasiment aucun maire ou élu municipal. Une faiblesse majeure dans le cadre de ce scrutin local, où la prime aux sortants devrait s'avérer déterminante. « *Comme on est entrant, l'exercice est extrêmement difficile* », admet un cadre.

« *Cela risque d'être une "bérézina" pour LRM car les déterminants du vote aux municipales – qui reposent sur une alchimie entre le bilan, le projet et l'incarnation – n'arrangent pas ce jeune parti, qui n'a pas de maires sortants et a peiné à présenter des candidats connus* », confirme Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'IFOP. Entre le conflit social sur les retraites, l'impopularité d'Emmanuel Macron, l'affaire Griveaux et la poussée des Verts... le contexte national ne facilite pas la tâche des candidats LRM.

## Une trentaine de dissidences

Dans certains endroits, la campagne vire quasiment au cauchemar. « *Entre les militants CGT et les "gilets jaunes" qui m'insultent quotidiennement, il est très compliqué de mener campagne*, se désole la députée (LRM) du Var Cécile Muschotti, tête de liste à Toulon. *La mobilisation contre la réforme des retraites est telle que cela rend inaudible mon projet pour la ville. Je ne peux même pas faire une réunion avec mon équipe sans présence policière !* »

Autres facteurs négatifs : les rivalités au sein même de la majorité. Au total, une trentaine de dissidences affaiblissent les candidats officiels de LRM. Outre Cédric Villani à Paris, des guerres fratricides se déroulent également à Lyon, Lille, Villeurbanne (Rhône), Amiens, Annecy, Metz, Le Mans ou Besançon...

Partenaires au sein de la majorité, LRM et le MoDem s'affrontent eux aussi dans une vingtaine d'endroits, notamment à Marseille, Bordeaux, Saint-Etienne, Toulouse, Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), Rennes ou Reims (Marne). Des concurrences internes qui hypothèquent d'autant plus les chances du parti présidentiel.

Ces difficultés expliquent le décalage entre les grandes ambitions des « marcheurs » au lendemain des européennes de mai 2019, lorsqu'ils imaginaient faire déferler une vague macroniste sur toute la France, et l'humilité actuelle. « *Le problème, c'est que beaucoup, chez nous, ont plaqué les résultats des européennes sur les municipales en se disant qu'ils gagneraient facilement mais ce n'est pas la même élection* », observe un ministre.

## **S'appuyer sur des édiles identifiés et implantés**

L'époque est loin où l'étiquette LRM semblait suffisante pour conquérir des villes. En septembre 2018, le parti, en position de force, avait ainsi posé ses conditions aux candidats issus d'autres formations : pour bénéficier de son investiture aux municipales, tous devaient soutenir la liste de Nathalie Loiseau aux européennes. Un an et demi plus tard, retournement de situation : c'est plutôt le parti du chef de l'Etat qui a courtisé des maires sortants issus des Républicains (LR) ou du Parti socialiste (PS), afin de les convaincre d'enfiler un maillot LRM...

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur ses 592 têtes de liste dans les villes de plus de 9 000 habitants, le parti a accordé 289 investitures à des « marcheurs » et 303 soutiens à des candidats « Macron-compatibles » appartenant à d'autres formations. C'est notamment le cas à Angers, Orléans, Amiens, Calais (Pas-de-Calais), Beauvais, Auxerre, La Rochelle...

Un choix dicté par la nécessité de s'appuyer sur des édiles identifiés et implantés, en bonne position pour l'emporter. Le parti espère que ce recours massif à des élus de « l'ancien monde » lui permettra de sauver la face. « *Heureusement qu'on a fait ça, confie un cadre. Cela va nous permettre de présenter des victoires de la majorité car sinon, avec nos seuls "marcheurs", on risquait le zéro pointé !* »

En attendant le verdict des urnes, les éléments de langage sont déjà prêts pour minimiser l'impact d'une défaite annoncée. A entendre le délégué général de LRM, Stanislas Guerini, la conquête des grandes villes ne serait plus une priorité. Le « *critère de réussite* » serait désormais de porter à 10 000 le nombre total de conseillers municipaux, afin de combler le manque d'implantation pour les scrutins à venir, en particulier dans l'optique des sénatoriales. Un chiffre finalement assez bas, rapporté au nombre total d'élus municipaux, estimé à plus de 500 000.

## **Ne pas « nationaliser » l'enjeu**

Pas sûr que cet argumentaire permette de masquer une déroute potentiellement handicapante en vue de la présidentielle de 2022. « *A l'issue du scrutin, le plus probable, c'est que LRM soit la quatrième force, au total, dans les résultats consolidés. Cela ne peut qu'affaiblir Emmanuel Macron* », estime M. Dabi.

Prudent, le chef de l'Etat s'efforce de ne pas « *nationaliser* » l'enjeu. « *Je considère que les élections municipales, ce n'est pas une élection nationale* », a-t-il fait valoir, le 15 janvier, en

marge de ses vœux à la presse, reconnaissant la difficulté du scrutin pour son jeune parti.  
« *Considérer qu'on peut du jour au lendemain rafler les municipales comme on gagne les législatives est faux, car l'équation politique n'est pas la même* », a-t-il plaidé. Une manière de préparer les esprits à une future déroute.